



**Associatifs Tunisiens à l'Étranger contre le COVID 19**

**SE PROTEGER  
ET PROTEGER LES AUTRES  
DU CORONAVIRUS**

ate.covid19@gmail.com

**Déclaration du Collectif ATE.COVID19 du 30 avril 2020 :**

## **« Pour la régularisation des sans-papiers et de leurs familles »**

Le collectif des Associatifs Tunisiens à l'Étranger (ATE), partie prenante de la société civile en Europe et acteurs dans les mouvements qui œuvrent contre les effets désastreux de la pandémie du Covid-19, ont constaté avec satisfaction la multiplication d'initiatives et d'appels à la solidarité avec les travailleurs étrangers sans-papiers qui vivent et travaillent dans les différents pays de l'union européenne.

Ces initiatives auxquelles nous nous associons et avec lesquelles nous nous solidarisons, viennent, en ce moment critique dans la vie de nos pays, pour défendre et reconnaître le rôle et la place dans les sociétés européennes, des travailleurs étrangers privés de statut légal, sans papiers de séjour et souffrant d'injustices et d'inégalités innombrables dans tous les domaines de la vie sociale, sanitaire et économique.

Ces personnes, vivant pour la plupart avec leurs familles et leurs enfants, occupent des emplois souvent dangereux et exercent des métiers déconsidérés dans des environnements professionnels insalubres qui exposent leur vie aux dangers sanitaires et à toutes sortes de risques professionnels

La pandémie du Covid-19 a mis en relief leur rôle déterminant, en remplissant des tâches et des fonctions qui sont apparues décisives pour la continuité de fonctionnement et la pérennité de secteurs sociaux et économiques essentiels à la vie des pays européens, comme l'agriculture, le tertiaire et les services, le commerce et l'industrie alimentaire, la propreté et l'hygiène etc.

Les ATE ont toujours lutté contre les conceptions et logiques inégalitaires et répressives qui caractérisent les politiques migratoires en vigueur en Europe : refus d'entrée et de visas dans l'espace européen appliqué de façon arbitraire et quasi systématique aux ressortissants des pays tiers, notamment ceux du Maghreb et de l'Afrique sud saharienne, politique de refoulement et renvoi massif des étrangers sans papiers, subordination de l'aide économique et technique, allouée aux pays pauvres, à des critères de contrôle des frontières de l'Europe et de réadmission dans leurs pays d'origines des sans-papiers refoulés par les autorités européennes, refus de régularisation et d'admission au séjour régulier des dizaines de milliers d'étrangers et de leurs familles vivant et travaillant habituellement dans les divers pays européens.

Nous considérons que ces stratégies inégalitaires et injustes sont devenues contraires et opposées aux intérêts réels des sociétés des pays d'accueil. Elles perpétuent les inégalités et les injustices et ne contribuent pas à assurer un égal accès à la santé, à l'éducation des enfants ou la protection des familles vulnérables. Ces stratégies se sont avérées tout aussi antiéconomiques et discriminatoires, en ne permettant pas des rémunérations justes et des

indemnités équitables dues aux sans-papiers employés dans les métiers les plus pénibles et les plus exposés aux fléaux sanitaires, comme aujourd'hui, le Covid-19 ou les risques psycho-sociaux.

**Nous demandons aux gouvernements européens, France, Italie, Belgique etc. de cesser de se voiler la face devant les conséquences et les effets désastreux de leurs politiques migratoires sur la vie des milliers de personnes et de familles qui ne demandent qu'à vivre et travailler normalement.**

**Nous demandons aux gouvernements en France, en Italie, en Belgique et dans les autres pays européens de procéder sans tarder, comme le commande l'intérêt public, à la régularisation et à l'attribution d'une carte de résident à tous les sans-papiers et à leurs familles, sans autre critère que celui de la résidence habituelle ou de la vie privée et familiale dans les pays concernés.**

**Nous appelons toutes les forces politiques, syndicales et associatives ainsi que tous les démocrates à poursuivre et à amplifier leur soutien aux luttes des sans-papiers pour leurs droits à vivre dans l'égalité et la justice sociale.**